

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 08/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SABLIÈRES OESCH

175 RUE MARECHAL FOCH
67380 LINGOLSHEIM

Code AIOT : 0006700094

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/04/2025 dans l'établissement SABLIÈRES OESCH implanté Grossundsfeld - ZERC2 - 67380 LINGOLSHEIM. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SABLIÈRES OESCH
- Grossundsfeld - ZERC2 - 67380 LINGOLSHEIM
- Code AIOT : 0006700094
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Sablières Oesch exploite une gravière, des installations de traitement des matériaux minéraux inertes ainsi que des installations de transit de déchets minéraux inertes.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Remblaiement dans le plan d'eau avec des matériaux extérieurs au site	AP Complémentaire du 26/07/2024, article 3.2	Mise en demeure, respect de prescription	1 jour
2	Déclaration d'incident ou accident	Arrêté Préfectoral du 29/03/2018, article 1.8	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté la mise en remblais interdite dans le plan d'eau au moyen de matériaux minéraux extérieurs au site.

L'exploitant justifie la situation par un incident d'exploitation, pour lequel il n'a pas informé l'autorité administrative.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Remblaiement dans le plan d'eau avec des matériaux extérieurs au site

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/07/2024, article 3.2
Thème(s) : Autre, Remblaiement dans le plan d'eau avec des matériaux extérieurs au site
Prescription contrôlée : [...] Toute opération de remblaiement de la carrière avec des terres, des matériaux ou des stériles extérieurs admis au titre du transit, regroupement et tri, ainsi qu'avec les déchets issus du traitement des matériaux extérieurs recyclés sur le site est interdite. [...]
Constats : Lors du contrôle réalisé sur le site le 03/04/2025, l'inspection a constaté le remblaiement en cours dans le plan d'eau au droit de la berge nord du site. Les opérations de remblaiement sont conduites à la chargeuse, en poussant des déblais dans le plan d'eau. L'inspection constate que les déblais mis en remblais sont constitués d'un mélange de déblais terreux et de matériaux de démolition : tuiles, briques, béton et croûtes d'enrobés concassés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 jour

N° 2 : Déclaration d'incident ou accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2018, article 1.8
Thème(s) : Autre, Déclaration d'incident ou accident
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou les incidents survenus du fait du fonctionnement des installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1. [...]
Constats : L'exploitant indique, lors du contrôle de l'inspection du 03/04/2025, que les opérations de remblaiement sont conduites pour la sécurisation de la berge. L'exploitant indique qu'un effondrement de la berge s'est produit. L'exploitant n'a pas informé l'inspection de l'incident et des mesures prévues pour en limiter les effets. Il a notamment pris des mesures qui lui sont interdites par dispositions réglementaires, dans le cas d'espèce, l'emploi de matériaux extérieurs au site pour le remblaiement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois